

DEPARTEMENT DES  
ALPES MARITIMES

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

CANTON DE VALBONNE

N° 2020-146

**NOMBRE**

de conseillers en exercice

33

de présents

27

de votants

32

L'an deux mille vingt, le neuf décembre le Conseil Municipal de la commune de Valbonne étant rassemblé en séance ordinaire, au Pré des Arts, après convocation légale, sous la présidence de :

Monsieur CESARO Joseph, Maire

**Étaient présents** : CESARO Joseph, DEBORDE Elisabeth, CHAKIR Karine, ARDICHVILI Emmanuel, KHAYAT Mélanie, VIENNE Jacques, MAGLIARO Elena, JOSEFOWICZ Patrick, DOMISSY Claire, GARNIER Bernard, MEUNIER Pierre, PAILLARD Anne, MASSON Thierry, GARNESSON Claude, MINEREAU-GAY Olivier, ROULIN Laure, ADAMI Lise, COUTEL John, FONTAINE Aubane, LAMBIN Céline, MURAT Jean-Benoît, PAUL Kathryn, ETORÉ Christophe, BOSSARD Frédéric, ROUGELIN Alexandra, DAUNIS Marc, DERONT-BOURDIN Gautier.

**Procurations** : DESPINASSE Didier à ARDICHVILI Emmanuel, REMILLIEUX Sébastien à COUTEL John, PEACOCK Valérie à ETORÉ Christophe, BONNEAU Martine à DAUNIS Marc et LASSOUED Bouchra à DERONT-BOURDIN Gautier.

**Absent** : SANTOS Xavier.

Madame FONTAINE Aubane a été désignée secrétaire de séance.

**OBJET**

**Création d'un emploi non permanent –  
Contrat de projet de chargé  
d'aménagement du territoire et  
planification**

L'article 17 – II de la Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction Publique instaure le contrat de projet.

En application de l'article 3 II de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les collectivités territoriales peuvent, pour mener à bien un projet spécifique ou une opération identifiée, recruter un agent par un contrat à durée déterminée dont l'échéance est la réalisation du projet ou de l'opération.

Le contrat est conclu pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans. Il prend fin avec la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu, après un délai de prévenance fixé par décret en Conseil d'État.

Toutefois, après l'expiration d'un délai d'un an, il peut être rompu par décision de l'employeur lorsque le projet ou l'opération pour lequel il a été conclu ne peut pas se réaliser, sans préjudice des cas de démission ou de licenciement.

Le décret n° 2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la Fonction Publique prévoit les modalités d'application de cette disposition et précise les conditions d'emploi des personnes recrutées sur ces contrats, le délai de prévenance lorsque le contrat prend fin avec la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu ainsi que les modalités de mise en œuvre de l'indemnité de rupture anticipée du contrat.

La procédure de recrutement sous contrat de projet doit respecter la procédure prévue pour les emplois permanents, fixée par le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019, et fait l'objet d'une déclaration de vacance d'emploi.

Il est proposé au Conseil Municipal de créer un emploi non permanent dans le grade d'ingénieur territorial de catégorie A, afin de mener à bien le projet de finalisation du Plan Local d'Urbanisme pour une durée prévisible de un an, soit du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2021.

Cet emploi sera pourvu par un agent contractuel sur la base de l'article 3 II de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse lorsque le projet ou l'opération prévue n'est pas achevé au terme de la durée initialement déterminée.

**VOTES**

|            |    |  |
|------------|----|--|
| Pour       | 32 |  |
| Contre     |    |  |
| Abstention |    |  |

.../...

La durée totale des contrats ne pourra excéder six ans.

Cet agent assurera les fonctions de chargé de mission aménagement du territoire et planification à temps complet pour une durée hebdomadaire de service de 35 heures.

Il aura principalement à réaliser les missions suivantes :

- Piloter, coordonner et mettre en œuvre la révision générale du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune,
- Suivre et affiner le calendrier de la révision générale du PLU, veiller au respect des délais fixés par les élus,
- Programmer et organiser les réunions, piloter la logistique en lien avec les autres services de la Collectivité et solliciter les partenaires,
- Rédiger les courriers, rapports et délibérations afférents à la révision générale du PLU,
- Suivre et contrôler le Bureau d'étude chargé d'accompagner la Commune dans la révision générale du PLU,
- Organiser, participer et rendre compte de la concertation avec les élus, le comité citoyen de suivi du PLU, les habitants et acteurs locaux,
- Mettre en œuvre la procédure d'enquête publique et assurer le suivi administratif,
- Participer à la rédaction des documents en lien avec les élus et le bureau d'études,
- Répondre aux différentes demandes des administrés quant à l'évolution du PLU et aux modifications envisageables (demandes écrites et orales),
- Suivre et participer à l'évolution des procédures connexes au PLU (SCOT, PDU, PLH, PPRIF...).

Il devra justifier d'un diplôme de niveau 6 ou 7 (selon les nouvelles nomenclatures).

La rémunération de l'agent est fixée sur la base de la grille indiciaire relevant du grade d'ingénieur territorial, de catégorie A.

Ce rapport a été présenté pour information aux membres du Comité Technique en séance du 30 novembre 2020.

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, le Conseil :

- **AUTORISE** la création d'un emploi non permanent de chargé d'aménagement du territoire et planification, dans le grade d'ingénieur territorial, à temps complet, telle que présentée ci-dessus ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de ce projet.

#### **FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS.**

Le Maire certifie que le compte rendu de la séance du Conseil Municipal a été affiché à la porte de la Mairie le 14 décembre 2020 et que la convocation du Conseil a été faite le 03 décembre 2020. La présente délibération a été affichée le 18 décembre 2020 et sera publiée au recueil des actes administratifs de la Commune.

Valbonne Sophia Antipolis, le 18 décembre 2020

Le Maire,